ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 28 septembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution de l'arrêté royal du 1992 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles et de l'arrêté royal du 18 mars 1991 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de marchandises par route, dans le domaine des transports nationaux et internationaux", a donné le 6 octobre l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 september 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 1992 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding en van het koninklijk besluit van 18 maart 1991 tot vast(st)elling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal goederenvervoer over de weg", heeft op 6 oktober 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"- d'une part, notre pays est depuis le 1er janvier 1992 en infraction avec la directive 91/224/CEE du Conseil des Communautés européennes, directive modifiant la directive 75/130/CEE relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre Etats membres (pour défaut de transposition de cette directive dans le droit belge);

- d'autre part, notre pays se trouve depuis le 1er mai 1992 dans une situation telle qu'il ne répond pas à ses obligations vis-à-vis de ses deux partenaires Benelux quant à l'introduction de la possibilité d'admission des transporteurs routiers établis dans les autres pays du Benelux au marché belge des transports (pour défaut de concrétisation dans le droit belge, de l'accord intervenu entre les trois partenaires Benelux);".

*

Observations préliminaires.

1. Il est fait référence à l'observation préliminaire que le Conseil d'Etat a formulée dans l'avis L. 21.850/9, donné le 2 octobre 1992, sur un projet d'arrêté royal portant le règlement général relatif au transport

rémunéré de choses par véhicules automobiles. Cette observation concerne spécialement le chapitre II de l'arrêté ministériel en projet ainsi que certaines dispositions de son chapitre III.

2. Lorsque, dans le dispositif, il est fait plusieurs fois référence à un arrêté royal, l'usage recommande de ne reproduire l'intitulé complet de l'arrêté que la première fois qu'il est cité. Dans la suite du dispositif, on indiquera simplement "arrêté royal du ... précité".

L'observation vaut pour les références faites, d'une part, à l'arrêté royal du 18 mars 1991 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de marchandises par route, dans le domaine des transports nationaux et internationaux et, d'autre part, à l'arrêté royal en projet précité ayant fait l'objet de l'avis L. 21.850/9.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

L'intitulé est démesurément long. Le visa des textes en exécution desquels l'arrêté est pris, a sa place dans le préambule plutôt que dans l'intitulé.

Il est suggéré d’écrire simplement :

"Arrêté ministériel relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles".

Préambule.

Alinéa premier.

Le fondement légal du projet se trouve dans les articles 6 et 7 de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

L’alinéa 1er doit donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment l’article 6, modifié par la loi du 21 mai 1991, et l’article 7, modifié par la loi du 21 juin 1985;".

Alinéas nouveaux.

L’arrêté en projet trouvant également son fondement dans l’arrêté royal du 18 mars 1991, il y a lieu de viser au préambule les textes qui constituent le fondement de cet arrêté royal.

Les auteurs du projet veilleront donc à insérer, à leur place, dans le préambule, en suivant l’ordre résul-

tant de la hiérarchie des normes et, à l'intérieur de celui-ci, en respectant l'ordre chronologique, des alinéas visant :

- la directive 74/561/CEE;
- la directive 77/796/CEE;
- la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

Dispositif.

Article 1er.

Il n'est pas d'usage de préciser l'adresse d'un service déterminé ou d'un groupement professionnel dans un arrêté ministériel.

L'observation vaut également pour les articles 6, 9, § 2,14, 15, 17, 20 et 23, § 1er.

Article 2.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 1er, 1°, a), il convient, de l'accord du fonctionnaire délégué, d'écrire : "... de capacité ou de compétence professionnelle ou ...". La même observation vaut pour le paragraphe 1er, 2°, a) et b), de la disposition en projet et pour l'article 7, § 1er, 1°, a) et 2°, a).

3. Au paragraphe 1er, 1°, b), on écrira :

"b) d'une copie, certifiée conforme par les parties, du contrat ...".

L'observation vaut également pour le paragraphe 2, d) et l'article 7, § 1er, 1°, b).

4. A la fin du paragraphe 1er, 1°, c), il faut écrire dans le texte français : "... ne peut avoir plus de trois mois de date et ...".

L'observation vaut également pour le paragraphe 1er, 1°, d) et le paragraphe 1er, 2°, c).

5. Le début du paragraphe 6 s'écrira de la manière suivante :

"§ 6. Sans devoir y être invitée, toute personne qui ferait ultérieurement l'objet d'une désignation pour diriger ...".

6. L'arrêté visé au paragraphe 7 en projet devra être complété par l'indication de sa date. La même observation vaut pour les articles 4 et 7, § 4.

Article 5.

Cet article, qui ne fait que reproduire l'article 6 du projet d'arrêté royal portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, doit être omis.

Si, comme les fonctionnaires délégués ont dit le souhaiter, la disposition devait être maintenue pour des raisons pratiques, elle devrait être adaptée en fonction des observations formulées dans l'avis L. 21.850/9 donné le 2 octobre 1992 au sujet de l'article 6 du projet d'arrêté royal précité.

Articles 6 à 8.

Il est renvoyé à l'observation formulée dans l'avis précité L. 21.850/9, au sujet du chapitre IV (articles 15 à 23) dudit projet d'arrêté royal.

Les articles 6 à 8 du projet ne sont donc pas examinés.

Article 12.

1. Etant donné que le cas le plus fréquent qui se présentera au 1er janvier 1993 sera celui de l'assimilation de la licence communautaire (délivrée en application du règlement CEE n° 881/92 du Conseil du 26 mars 1992) à l'autorisation spéciale de transport international, il est suggéré de commencer l'énumération par le 8°. Pour éviter toute discussion au 1er janvier 1993, cette disposition devrait, en outre, dans la version française, être complétée comme suit : "notamment sous la dénomination d'"autorisation communautaire" ou de "licence communautaire"".

2. Certaines assimilations prévues par l'arrêté en projet se révéleront incompatibles avec la nouvelle licence communautaire qui sera délivrée à partir du 1er janvier 1993. Il en est ainsi des assimilations prévues aux 1°, 2° et 3° en projet. Il en est de même de celle prévue au 9°, en tant que cette dernière disposition vise les Etats membres de la C.E.E.

Article 13.

1. En ce qu'il vise l'Italie, le 2° sera incompatible avec le règlement CEE n° 881/92 du Conseil du 26 mars 1992, et ce à partir du 1er janvier 1993.

2. En ce qui concerne le 3°, il y a lieu de se référer à l'avis L. 21.850/9 donné au sujet de l'article 6 du projet d'arrêté royal précité. Les mots "autres que la Belgique" doivent, par conséquent, être omis.

Article 20.

Dans le phrase introductive de l'alinéa 1er, les mots "Sans préjudice" doivent être remplacés par les mots "Sous réserve" et l'arrêté royal visé doit être complété par l'indication de sa date.

Article 22.

1. Au paragraphe 2, alinéa 3, du texte français il convient d'écrire : "alinéas 1er et 2, ...".

2. Pour mieux traduire l'intention des auteurs du projet, telle qu'elle a été exposée par les fonctionnaires délégués, mieux vaut rédiger le paragraphe 4 de la manière suivante :

"§ 4. La convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (C.M.R.) n'est pas applicable au transport national, nonobstant le renvoi à cette convention dans la lettre de voiture "CMR"."

Article 26.

Dans la liste des arrêtés modificatifs, il faut omettre les arrêtés des 21 mai 1968, 10 décembre 1968 et 28 décembre 1970, car, par l'effet de modifications postérieures, ils sont devenus sans objet.

Article 27.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 27. L'article 25 de l'arrêté royal du 18 mars 1991 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de marchandises par route, dans le domaine des transports nationaux et internationaux, reste d'application jusqu'au 31 décembre 1992".

Observations finales.

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa (cette observation vaut pour les articles 2, 9, 11 et 19).

2. De même, il faut éviter les termes "et/ou".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"- d'une part, notre pays est depuis le 1er janvier 1992 en infraction avec la directive 91/224/CEE du Conseil des Communautés européennes, directive modifiant la directive 75/130/CEE relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre Etats membres (pour défaut de transposition de cette directive dans le droit belge);

- d'autre part, notre pays se trouve depuis le 1er mai 1992 dans une situation telle qu'il ne répond pas à ses obligations vis-à-vis de ses deux partenaires Benelux quant à l'introduction de la possibilité d'admission des transporteurs routiers établis dans les autres pays du Benelux au marché belge des transports (pour défaut de concrétisation dans le droit belge, de l'accord intervenu entre les trois partenaires Benelux);".

*

Voorafgaande opmerkingen.

1. Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking die de Raad van State heeft gemaakt in advies L. 21.850/9, uitgebracht op 2 oktober 1992, over een ontwerp van koninklijk besluit houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding. Zij betreft in het bijzonder hoofdstuk II van

het ontworpen ministerieel besluit alsook sommige bepalingen van hoofdstuk III.

2. Wanneer in het bepalend gedeelte meermaals wordt verwezen naar een koninklijk besluit is het gebruikelijk alleen bij de eerste aanhaling ervan het volledige opschrift weer te geven. Verder in het ontwerp wordt gewoon vermeld "voormelde koninklijk besluit van ...".

De opmerking geldt voor de verwijzingen, enerzijds naar het koninklijk besluit van 18 maart 1991 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal goederenvervoer over de weg en anderzijds naar het voormelde ontworpen koninklijk besluit waarover advies L. 21.850 is uitgebracht.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Het opschrift is overdreven lang. De verwijzing naar de teksten ter uitvoering waarvan het besluit wordt genomen hoort veeleer thuis in de aanhef dan in het opschrift.

Voorgesteld wordt gewoon te schrijven :

"Ministerieel besluit betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding".

Aanhef.

Eerste lid.

De rechtsgrond van het ontwerp wordt opgeleverd door de artikelen 6 en 7 van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding.

Het eerste lid moet dus als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, en op artikel 7, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1985;".

Nieuwe leden.

Aangezien de rechtsgrond van het ontworpen besluit eveneens wordt opgeleverd door het koninklijk besluit van 18 maart 1991, dient in de aanhef te worden verwezen naar de teksten die de rechtsgrond opleveren van dat koninklijk besluit.

De stellers van het ontwerp moeten er dus voor zorgen in de aanhef, op hun plaats en in de volgorde van de hiërarchie van de normen en daarbinnen, met inachtneming van de tijdsorde, leden in te voegen die verwijzen naar :

- de richtlijn 74/561/EEG;
- de richtlijn 77/796/EEG;
- de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het is niet gebruikelijk in een ministerieel besluit het adres te vermelden van een bepaalde dienst of beroepsorganisatie.

De opmerking geldt eveneens voor de artikelen 6, 9, § 2, 14, 15, 17, 20 en 23, § 1.

Artikel 2.

1. De Nederlandse tekst van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. § 1. Bij de aanvraag tot het verkrijgen van ... moet worden gevoegd :

1° wanneer ...;
a) een fotocopie ...;
b) een door ...;
c) een voor ...;

.../...

d) een voor ...;
e) het bewijs van ...;

...".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 1, 1°, a), dient te worden geschreven : "... van vakbekwaamheid of deskundigheid of ...". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 1, 2°, a) en b), van de ontworpen bepaling en voor artikel 7; § 1, 1°, a) en 2°, a).

3. In paragraaf 1, 1°, b), schrijve men :

"b) een door de partijen voor eensluidend verklaard afschrift van de overeenkomst ...".

De opmerking geldt eveneens voor paragraaf 2, d) en voor artikel 7, § 1, 1°, b).

4. Aan het slot van paragraaf 1, 1°, c), schrijve men in de Franse tekst : "... ne peut avoir plus de trois mois de date et ...".

De opmerking geldt eveneens voor paragraaf 1, 1°, d) en voor paragraaf 1, 2°, c).

5. Het begin van paragraaf 6 behoort als volgt te worden gesteld :

"§ 6. Zonder daartoe verzocht te zijn moet iedere persoon die later zou zijn aangewezen om de vervoerwerkzaamheden ...".

6. Het besluit waarnaar in de ontworpen paragraaf 7 wordt verwezen moet worden aangevuld met de datum ervan. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4 en 7, § 4.

Artikel 5.

Dit artikel, dat alleen maar de weergave is van artikel 6 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, moet vervallen.

Indien, zoals de gemachtigde ambtenaren daartoe de wens hebben geuit, de bepaling om praktische redenen moet worden gehandhaafd, zou zij moeten worden aangepast met inachtneming van de opmerkingen die zijn gemaakt in het op 2 oktober 1992 uitgebrachte advies L. 21.850/9 omtrent artikel 6 van het voormelde ontwerp van koninklijk besluit.

Artikelen 6 tot 8.

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt in het voormelde advies L. 21.850/9 omtrent hoofdstuk IV (artikelen 15 tot 23) van het genoemde ontwerp van koninklijk besluit.

De artikelen 6 tot 8 van het ontwerp worden dus niet onderzocht.

Artikel 12.

1. Gelet op het feit dat het meest voorkomende geval dat zich op 1 januari 1993 zal voordoen de gelijkstelling zal zijn van de communautaire vergunning (afgegeven met toepassing van de verordening (EEG) nr. 881/92) van de Raad van 26 maart 1992 met de bijzondere vergunning voor internationaal vervoer, wordt voorgesteld de opsomming te beginnen met de bepaling onder 8°.

2. Van sommige gelijkstellingen waarin het ontworpen besluit voorziet zal blijken dat zij zich niet verdragen met de nieuwe communautaire vergunning die met ingang van 1 januari 1993 zal worden afgegeven. Dat is het geval voor de gelijkstellingen waarin de ontworpen bepalingen onder 1°, 2°en 3° voorzien. Dat is eveneens zo voor de gelijkstelling waarin de bepaling onder 9° voorziet in zoverre die laatste bepaling betrekking heeft op de EEG-Lid-Staten.

Artikel 13.

1. In zoverre de bepaling onder 2° betrekking heeft op Italië, zal zij niet bestaanbaar zijn met de verordening (EEG) nr. 881/92 van de Raad van 26 maart 1992, en wel met ingang van 1 januari 1993.

2. Wat de bepaling onder 3° betreft dient te worden verwezen naar advies L. 21.850/9 dat is verstrekt omtrent artikel 6 van het voormelde ontwerp van koninklijk besluit. De woorden "andere dan België" moeten bijgevolg vervallen.

Artikel 20.

In de inleidende volzin van het eerste lid moet het woord "Onverminderd" vervangen worden door de woorden "Onder voorbehoud van" en het koninklijk besluit waarnaar wordt verwezen moet worden aangevuld met de datum ervan.

Artikel 22.

1. In paragraaf 2, derde lid, schrijve men in de Nederlandse tekst "In afwijking van het eerste en het tweede lid" in de plaats van "In afwijking van §§ 1 en 2".

2. Teneinde de bedoeling van de stellers van het ontwerp, zoals die door de gemachtigde ambtenaren is uiteengezet, beter tot uiting te brengen, zou het beter zijn paragraaf 4 als volgt te redigeren :

"§ 4. Het verdrag betreffende de overeenkomst tot internationaal vervoer van goederen over de weg (CMR) is, niettegenstaande er in de "CMR"-vrachtbrief naar wordt verwezen, niet van toepassing op het nationaal vervoer".

Artikel 26.

In de lijst met de wijzigingsbesluiten dienen de besluiten van 21 mei 1968, 10 december 1968 en 28 december 1970 te worden weggelaten omdat zij als gevolg van latere wijzigingen doelloos zijn geworden.

Artikel 27.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 27. Artikel 25 van het koninklijk besluit van 18 maart 1991 tot vaststelling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal goederenvervoer over de weg blijft van toepassing tot 31 december 1992".

Slotopmerkingen.

1. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen wanneer elk van die artikelen slechts één lid bevat (die opmerking geldt voor de artikelen 2, 9, 11 en 19).

2. Evenzo dient het gebruik van "en/of" te worden vermeden.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. JAUMOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : C.-L. CLOSSET, kamervoorzitter,
R. ANDERSEN, staatsraden,
J. MESSINNE,

Mevrouw : J. GIELISSEN, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. JAUMOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.